


République Démocratique du Congo

1- Informations générales

	Nom complet du pays	REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
	Capitale du pays	KINSHASA
	Langue(s) officielle(s)	FRANCAIS
	Ports Principaux	BOMA, MATADI ET BANANA(en construction)
	Littoral (km)	47km

2- Autorités nationales compétentes chargée de la préparation à la lutte et la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures

Lutte en mer

Ministère/Département/Agence	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE. CENTRE DE CONTROLE ET SURVEILLANCE DE LA POLLUTION MARINE
Point de contact en charge des questions de lutte en mer	BOPE BOPE LAPWONG JEAN MARIE
Adresse	17, 7 ^{ème} RUE Q.INDUSTRIEL C/LIMETE KINSHASA
Téléphone	+243814523130
Mobile	+243998064551
Fax	
Courriel	Jmbope2lap@gmail.com , bopebl@yahoo.fr

Lutte à terre

Ministère/Département/Agence	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE/DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU
Point de contact en charge des questions de lutte à terre	LUNGU MALUTSHI Louis
Adresse	17, 7 ^{ème} RUE Q.INDUSTRIEL C/LIMETE KINSHASA
Téléphone	+243998472531
Mobile	+243998472531
Fax	
Courriel	lungumalutshi@gmail.com

3- Points de contact

Point Focal GI WACAF

Nom	LUNGU MALUTSHI Louis
Ministère/ Département / Agence	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE./DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU
Poste	DIRECTEUR DES RESSOURCES EN EAU
Adresse	17, 7 ^{ème} RUE Q.INDUSTRIEL C/LIMETE KINSHASA
Téléphone	+243998472531
Mobile	+243998472531
Fax	
Courriel	lungumalutshi@gmail.com

[Point Focal OMI](#)

Nom	M. BAOYI LAURENT BOYOMBE
Ministère/ Département / Agence	Ministère des Transports et Voies de Communication
Poste	Directeur de la Marine Marchande et des voies navigables
Adresse	Boulevard du 30 juin, Building ONATRA, Kinshasa-Gombe
Téléphone	+243 81 333 1283
Mobile	+243 99 929 9904
Fax	
Courriel	labaoyi@gmail.com

4- Plan National d'Intervention d'Urgence (PNIU) en cas de déversement d'hydrocarbures

[Élaboration du PNIU](#)

Nom du PNIU	PLAN POLMARC- PLAN NATIONAL D'URGENCE DE LUTTE CONTRE LES DEVERSEMENTS ACCIDENTELS DES HYDROCARBURES
Statut du PNIU	FINALISE
Acte administratif d'approbation initial - Numéro et date	NON
Date de dernière mise à jour approuvée	25/05/2012
Comité / Groupe de travail en charge de la question	

[Composants du Plan National d'Intervention d'Urgence](#)

- [Politique sur l'utilisation des dispersants](#)

Statut de la politique sur l'utilisation des	EN COURS DE DEVELOPPEMENT
---	---------------------------

dispersants		
L'utilisation des dispersants est considéré comme (première/deuxième/dernière option/pas une option).	DERNIERE OPTION.	
Indiquer le nom de l'acte administratif régissant la politique d'utilisation de dispersants.	LOI PORTANT SUR LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	
Existe-t-il une liste de dispersants approuvés ? Si oui est-elle publique ?	Non	
Existe-t-il une procédure d'approbation ? Si oui quelle autorité en est responsable ?	NON	
Cette même autorité est-elle responsable de l'autorisation d'utilisation des dispersants en situation d'urgence?	LE MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	
Est-ce que la politique sur l'utilisation de dispersants est prise en compte dans le PNIU ?	OUI	
Quelles sont les limites géographique et bathymétrique pour l'utilisation des dispersants ?	5 KM DU LARGE ET 10 M DE PROFONDEUR	
Existe-t-il des stocks de dispersants ?	CHEZ LES INDUSTRIELS PETROLIERS	
Emplacement des sites de stockage		
Nom : BANANA	Propriétaire : PERENCO	Volume : 22 000m³

- Cartographie de sensibilité

Statut des cartes de sensibilité	FINALISE
Groupe de travail / Comité en charge	COMITE ANTI POLLUTION
Est-ce que les cartes de sensibilité sont prises en compte dans le PNIU?	OUI
Date de validation et de dernière mise à jour	2010
Est-ce que la carte couvre l'intégralité du littoral ?	OUI
Les cartes de sensibilité sont-elles accessibles au public ?	PARTIES PRENANTES
Sur quel support les cartes de sensibilité sont-elles disponibles ? Papier ou électronique ?	PAPIERS ET ELECTRONIQUES(SOFT)

- Plan d'évaluation et de nettoyage du littoral

Statut du plan de nettoyage du littoral	A ELABORER
Quelle est l'autorité en charge du nettoyage du littoral ?	CENTRE DE CONTROLE ET SURVEILLANCE DE LA POLLUTION MARINE
Date de validation et de dernière mise à jour	
Est-ce que le plan de nettoyage du littoral fait partie du PNIU ?	OUI
Est-ce que le plan de nettoyage du littoral intègre la stratégie d'évaluation et de nettoyage du littoral (<i>Shoreline Cleanup and Assessment Technique (SCAT)</i> en anglais) ?	OUI
Est-ce que les volontaires civils peuvent prendre part au nettoyage du littoral ? Si oui, un plan de gestion des volontaires est-il prévu en cas de déversement d'hydrocarbure ?	OUI ET OUI

- Plan de gestion des déchets souillés par les hydrocarbures

Statut du plan de gestion des déchets	EN COURS D'ELABORATION
Groupe de travail / Comité en charge	COMITE ANTIPOLLUTION ET ASSAINISSEMENT
Date de validation et de dernière mise à jour	
Est-ce que le plan de gestion des déchets fait partie du PNIU?	OUI
Le plan de gestion des déchets prend-t-il en compte le transport, le stockage temporaire et l'élimination finale des déchets ?	OUI
Les déchets souillés sont-ils considérés comme des déchets dangereux dans la législation nationale ?	OUI
Quels sont les lois et règlements qui régissent la gestion des déchets au niveau national ?	LA POLITIQUE NATIONALE D'ASSAINISSEMENT ; LOI PORTANT SUR LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

- Plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée

Statut du plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée	A ELABORER
Groupe de travail / Comité en charge	COMITE ANTI POLLUTION
Date de validation et de dernière mise à jour	
Est-ce que le plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée fait partie du PNIU?	OUI
Existe-t-il des organismes nationaux travaillant sur la question ? Si oui, lesquels ?	OUI : UNIVERSITE DE KINSHASA,

	ACODES(ONG) ,WWF, ICCN
Existe-t-il des accords de coopération avec des structures spécialisées à l'international ?	OUI,

- Politique de brûlage in-situ

Statut de la politique de brûlage in-situ	A ELABORER
Groupe de travail / Comité en charge	COMITE ANTI POLLUTION
Date de validation et de dernière mise à jour	
Est-ce que la politique de brûlage in situ fait partie du PNIU?	NON. A INTEGRER A L'ACTUALISATION
Quelle est la procédure d'autorisation en cas d'incident ?	AUTORISATION EXPRESSE DU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

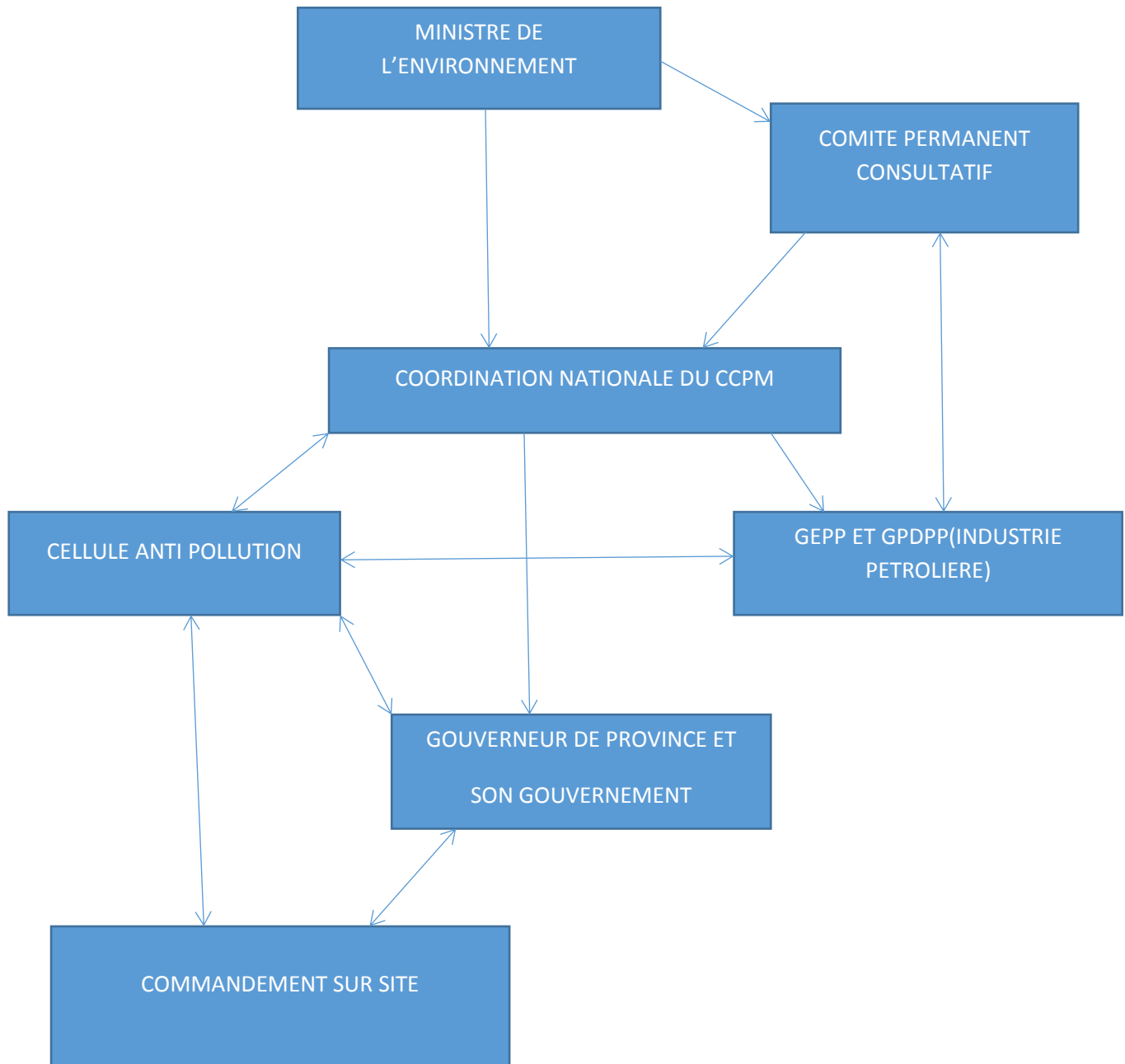
Organisation

- Système de Gestion de crises (IMS)

Est-ce qu'une approche reprenant les concepts du Système de Gestion de Crise (Incident Management System – IMS en anglais) est utilisée dans le PNIU ?	Oui. Dans la cellule de coordination de la crise
Est-ce que chaque rôle défini est associé à une personne/fonction ?	Oui
Les coordonnées des personnes identifiées sont-elles rassemblées dans une annexe ?	Oui

- Organigramme

Aspects transfrontaliers/internationaux



- Coopération transfrontalière/internationale

Quels sont les mécanismes de coopération de lutte au niveau bilatéral et/ou sous régional qui sont intégrés dans le PNIU?	CONVENTION D'ABIDJAN
Est-ce que des exercices transfrontaliers sont organisés régulièrement ? Si oui, selon	Non

quelle fréquence ?	
Indiquez la date du dernier exercice transfrontalier	
Est-ce que votre pays est engagé dans une coopération avec des projets/institutions visant à améliorer la capacité de préparation à la lutte et lutte ? Si oui, lesquels ?	UN PROJET DE COOPERATION EN COURS AVEC ANGOLA ET CONGO BRAZZAVILLE

- Circulation transfrontalière/internationale d'expertise et d'équipement

Existe-t-il des procédures douanières et d'immigration spécifiques pour faciliter l'importation de matériel et/ou d'expertise ?	Oui
Si oui, quelle est la procédure à suivre ?	Octroi des visas de courtoisie et Enlèvement d'urgence (autoriser sans paiement ou paiement ultérieur) sur demande du Comité de crise via son président (Ministre en charge de l'Environnement)

Autres éléments du Plan National d'Intervention d'Urgence

Quelle est la procédure de mise à jour du PNIU ? Le PNIU mis à jour doit-il être officialisé par un acte administratif (ex : décret, arrêté...) pour être applicable ?	L'Arrêter du Ministre de l'Environnement est pris pour rendre le PNIU applicable
La méthode d'analyse des avantages environnementaux nets (NEBA) est-elle inscrite dans le PNIU ?	Non. A intégrer
Est-ce que le PNIU prend en compte les différents niveaux de préparation (Tiers 1, 2,3) ?	Oui
Est-ce que le PNIU prend en compte la	oui

surveillance aérienne en cas d'incident (par exemple radar, satellite, aéronef, hélicoptère..) ?	
Est-ce que le PNIU couvre la préparation à la lutte et la lutte en cas de déversements de substances nocives et potentiellement dangereuses (SNPD) ?	Non, principalement les Hydrocarbures. Cela sera intégré lors de l'actualisation
Les plans locaux (industrie, port, terminaux...) sont-ils référencés et intégrés dans le PNIU ?	Oui
Est-ce que le PNIU peut être activé en cas de déversement d'hydrocarbures par une source autre qu'un navire (ex : plateforme offshore, pipeline..) ?	Oui

5- Conventions et Accords

Prévention

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
Convention MARPOL 73-78	oui	oui
MARPOL IV	oui	oui
MARPOL V	oui	oui
MARPOL VI	oui	oui

Préparation et intervention

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
OPRC 1990	NON	NON
Protocole OPRC-HNS - 2000	NON	NON

Responsabilité et indemnisation

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
CLC 1992	OUI	OUI
FONDS 1992	OUI	OUI
Fonds Complémentaire	NON	NON
Convention HNS 2010	NON	NON
Convention Hydrocarbures de soute – 2001	OUI	OUI

Accords Sous -Régionaux et Bilatéraux

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
Convention d'Abidjan	oui	OUI
Convention d'Abidjan - Protocole relatif à la pollution par les hydrocarbures	NON En cours de finalisation par la Convention d'Abidjan	NON
Plan régional de lutte contre les déversements du Programme du Grand Ecosystème Marin du Courant de Guinée (GCLME)	oui	OUI
Convention de Bamako (sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le Contrôle des Mouvements transfrontaliers et la Gestion des déchets dangereux produits en Afrique)	OUI	OUI

6- Formation

Est-ce que le pays organise des formations internes et/ou des exercices au moins une fois par an?	Sur papier oui. Mais sur terrain non
---	--------------------------------------

7- Expertise et ressources au niveau national

Le gouvernement : le Gouvernement a une expertise réduite et pas d'équipements du tout
Le secteur privé : les pétroliers ont des matériels et aussi des ressources humaines

Equipement

Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER1) ?	Oui
Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER2) ?	Oui
Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER3) ?	Non

8- Industrie

Quels partenaires industriels du secteur Oil&Gas sont présents et opèrent dans votre pays?	PERENCO, SEP CONGO, SOCIR, TOTAL,
Existe-t-il un groupe de travail/une plateforme qui regroupe le gouvernement et les industriels sur les questions liées à la préparation à la lutte et la lutte ? Si oui quel est son nom ?	COMITE PERMANENT DE CONCERTATION :

Y a-t-il une mise en commun des ressources humaines et matérielles lors des exercices et/ou formations entre industrie et gouvernement ?	Les Industriels sont disposés à fournir des matériels en cas de déversements
Merci de préciser tout autre aspect pertinent de coopération entre industrie et gouvernement	